

Séminaire « Théorie politique de l'Europe »

Pierre Martin IEP de Paris 7 juin 2019

Mon intervention est structurée en trois parties : tout d'abord une courte présentation de mon dernier ouvrage *Crise mondiale et systèmes partisans*, ensuite une mise en perspectives avec mes travaux précédents sur les systèmes électoraux et sur la théorie des réalignements, et enfin l'utilité de ces travaux pour analyser les évolutions politiques en Europe.

Présentation de *Crise mondiale et systèmes partisans*

Ce livre est principalement consacré à l'évolution des démocraties représentatives dans les pays développés depuis 1945. En premier lieu, à partir d'une analyse plus particulière des pays d'Europe occidentale, on peut distinguer trois périodes principales : 1945-1975, 1975-2008 et depuis 2008.

La première période 1945-1975, les « trente glorieuses » françaises, correspond en général à un renforcement de leurs systèmes politiques sous trois critères¹ : une progression de la participation électorale, un renforcement des grands partis de pouvoir de gauche (sociaux-démocrates et travaillistes) comme de droite (chrétiens-démocrates et conservateurs-libéraux), ainsi qu'un déclin de la volatilité électorale. La période suivante, de 1975 à 2008, est marquée par un net déclin de ces systèmes politiques suivant les mêmes critères : déclin de la participation, déclin des grands partis, progression de la volatilité électorale. On observe alors l'apparition de nouvelles forces politiques, principalement les écologistes à partir des préoccupations sur l'environnement, et surtout la droite radicale sur les questions d'immigration, d'insécurité et d'identité nationale. Mais aucun de ces nouveaux partis écologistes et de droite radicale ne sont alors capables de remettre en cause la domination des grands partis de pouvoir. Dans la troisième période, à partir de la crise économique et financière de 2008, la dynamique de déclin se poursuit et s'accélère, de nouvelles forces politiques apparaissent à partir de la dénonciation des inégalités croissantes, de la crise écologique et du déficit démocratique, à gauche (Syriza, Podemos, Sanders, Corbyn, France insoumise) ou « ailleurs » (Pirates, M5S). Le surgissement de ces nouvelles forces et le

¹ Cf. tableaux 1.1 à 1.4 en annexe.

renforcement de la droite radicale provoquent des crises internes aux grands partis de pouvoir, qui deviennent de véritables « champs de bataille » entre ceux qui veulent continuer dans les orientations économiquement néolibérales libre-échangistes et le libéralisme culturel et ceux qui les contestent à gauche et à droite.

Quelles sont les causes de ces évolutions majeures ?

Concernant le basculement des années 1970, j'identifie quatre facteurs. Tout d'abord un facteur qui semble dominant, le déclin de la croissance économique qui restreint fortement les capacités redistributives des gouvernants, ensuite trois autres non négligeables : l'augmentation des attentes de la population, la révolte face à la bureaucratisation croissante de la société et la constitution d'une classe politique. L'analyse de chacun de ces facteurs et leur impact sur les systèmes politiques sont détaillés dans le livre.

La crise économique et financière de 2008, qui ne donne ses pleins effets électoraux qu'à partir de 2011-2015, se combine alors avec trois autres crises, la crise terroriste, la crise migratoire et la crise environnementale en une « polycrise ». La crise économique, « la « grande récession » comme l'ont appelé beaucoup d'économistes, favorise, particulièrement dans les pays où ses effets ont été les plus forts (E.U., G.B. et capitalismes européens périphériques d'Irlande, d'Islande, et d'Europe du Sud) la rupture entre les classes moyennes diplômées, de plus en plus précarisées, particulièrement les jeunes, et les élites dirigeantes. Ce groupe social en expansion démographique, fortement investit dans une stratégie de promotion sociale par l'instruction, qui avait jusque-là massivement adhéré au discours des élites dirigeantes « mondialisatrices », perd ses illusions et entre en révolte, constituant la base électorales des nouvelles forces contestataires (gauche radicale, partis pirates, M5S) dont l'idéologie a été cristallisée dans le mouvement altermondialiste dans les années 2000, mais qui manquait jusque-là d'une base de masse.

Cette analyse est menée avec une mise en perspective historique intégrant l'histoire du capitalisme et celle des démocraties représentatives ainsi qu'avec l'utilisation et l'actualisation de divers concepts et théories de science politique, en particulier la théorie des clivages partisans qui explique la formation des systèmes partisans européens au tournant du 19^e et du 20^e siècle. Cette théorie est actualisée en mettant en évidence le développement de deux nouveaux clivages. À partir des années 1980, un clivage cosmopolitisme/identité centré sur les questions d'immigration, d'insécurité et d'identité nationale, puis, après 2008, un clivage altermondialisme/néolibéralisme autour des questions d'inégalités sociales, de

démocratie et de crise environnementale. Le développement de ces deux clivages exerce une pression croissante sur les systèmes politiques des démocraties représentatives orientant leurs systèmes partisans vers une figure tripolaire², avec au centre un pôle partisan libéral-mondialisateur, à droite un pôle conservateur-identitaire et à gauche un pôle démocrate-écologiste. En France, le macronisme est une figure emblématique du pôle libéral-mondialisateur, LR, très divisé, tente de disputer au Rassemblement national le contrôle du pôle conservateur-identitaire alors qu'à gauche la France insoumise émerge au sein du pôle démocrate-écologiste.

Mise en perspectives avec mes précédents travaux

L'ensemble de mes travaux a toujours eu pour objectif de comprendre les résultats des élections, ce qui motive le choix des électeurs et ce qui structure l'offre électorale qui leur est présentée à chaque élection.

Les systèmes électoraux et les modes de scrutin

C'est pourquoi, au-delà de commentaires réguliers des élections, je me suis tout d'abord intéressé aux systèmes électoraux et aux modes de scrutin et à leur influence éventuelle sur le comportement électoral et la structuration des systèmes partisans (Pierre Martin, 2006 [1994]). J'ai observé que l'influence sur le comportement des élites politiques et la structuration du système partisan est significative, mais que celle sur le comportement des électeurs est indirecte et plus discutable.

La théorie des réalignements

La volonté d'analyser plus en profondeur la signification de l'émergence du Front national dans les années 1980 en l'inscrivant dans une analyse de la transformation de l'ensemble du système partisan français m'a conduit à m'intéresser à la théorie des réalignements électoraux. Celle-ci, élaborée aux États-Unis dans les années 1970, a pour objectif de comprendre les transformations du système partisan des États-Unis depuis le 19^e siècle. Elle part de l'observation d'une succession de périodes de politique ordinaire entrecoupées de phases de réalignement caractérisées par des transformations brutales et durables des rapports de force électoraux. Ces transformations sont liées à des crises occasionnant l'émergence de nouveaux enjeux électoraux, elles n'affectent pas seulement le comportement électoral mais aussi trois autres dimensions importantes de la vie politique : le

² Cf. figures 7.1, 7.2 et 7.3 en annexe.

système partisan, les relations entre les électeurs et les élites politiques et les politiques publiques. Dans *Comprendre les évolutions électorales* (Pierre Martin, 2000), je montre la force de cette théorie pour analyser la transformation du système politique français dans les années 1980 à partir de l'observation d'une phase de réalignement de 1981 à 1984. J'ai également revisité la théorie classique des réalignements en tenant compte à la fois des critiques émises aux États-Unis et de l'analyse du cas français en précisant que : (1) les phases de réalignement commencent par une élection de rupture et s'achèvent par une élection de réalignement, (2) à chaque période de politique ordinaire correspond un ordre électoral et qu'ainsi (3) un réalignement électoral correspond au passage d'un ordre électoral à un autre. J'ai ensuite utilisé cette théorie des réalignements revisitée dans une analyse des évolutions électorales et partisans au Canada (Pierre Martin, 2005).

Crise mondiale et systèmes partisans (Pierre Martin, 2018)

Mais les réalignements électoraux sont loin d'être les seuls phénomènes que l'on décèle dans l'analyse des évolutions électorales. Les politologues ont également observé des phénomènes de déclin (les désalignements) et de vastes transformations sur le long terme analysées grâce à la théorie des clivages partisans en ce qui concerne l'Europe occidentale.

Tout d'abord, c'est en me basant sur les travaux de collègues s'interrogeant sur le déclin de la social-démocratie que j'ai mis en évidence un déclin d'ensemble des grands partis de pouvoir en Europe occidentale à partir des années 1970.

D'autre part, j'ai voulu actualiser la théorie des clivages partisans de Lipset et Rokkan, qui explique la formation des systèmes partisans en Europe occidentale dans le cadre de l'émergence de clivages partisans à partir de mouvements sociaux qui se développent en réaction aux politiques et aux standards culturels des élites nationales qui construisent les états nations dans le cadre de deux Révolutions : la Révolution nationale et la Révolution industrielle. Considérant qu'une nouvelle élite mondialisatrice correspond à la mise en place de la mondialisation dans le cadre d'une « Révolution mondiale » depuis 1945, j'ai analysé la formation de nouveaux clivages se développant à partir de mouvements sociaux en réaction contre les politiques (néolibéralisme) et les standards culturels (cosmopolitisme) de cette nouvelle élite. C'est ainsi que j'observe l'émergence d'un clivage cosmopolitisme/identité à partir des années 1980, puis d'un clivage altermondialistes/néolibéraux depuis la crise de 2008.

Utilité pour analyser les évolutions politiques en Europe

Malgré l'existence de l'Union européenne, la vie politique y reste fondamentalement nationale. Même aux élections européennes, pour comprendre les résultats il faut connaître le système partisan de chaque pays, l'actualité politique nationale, et la place qu'ont ces élections dans le cycle gouvernemental, comme pour toute élection intermédiaire.

C'est pourquoi l'ensemble des analyses que j'ai développées concernant la vie politique nationale des différents pays (les contraintes institutionnelles, les réalignements électoraux, le déclin des systèmes politiques d'Europe occidentale, les élites mondialisatrices, l'apparition de nouveaux clivages partisans) est utile pour comprendre les évolutions du champ politique que constituent l'Union européenne et ses institutions. Avant de passer au débat, je ne prends qu'un exemple : la transformation des grands partis de pouvoir en champs de bataille : comment ne pas penser à la situation actuelle du PPE et du PSE ?

Je vous remercie de votre attention.

Pierre Martin

Politologue au CNRS, Pacte, IEP de Grenoble

Références bibliographiques :

- Pierre Martin, 2006 [1994], *Les systèmes électoraux et les modes de scrutin*, Paris, Montchrestien.
- Pierre Martin, 2000, *Comprendre les évolutions électorales, la théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Science Po.
- Pierre Martin, 2005, *Dynamiques partisans et réalignements électoraux au Canada (1867-2004)*, Paris, L'Harmattan.
- Pierre Martin, 2018, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Presses de Science Po.

Figure 7.1

1945- 1980

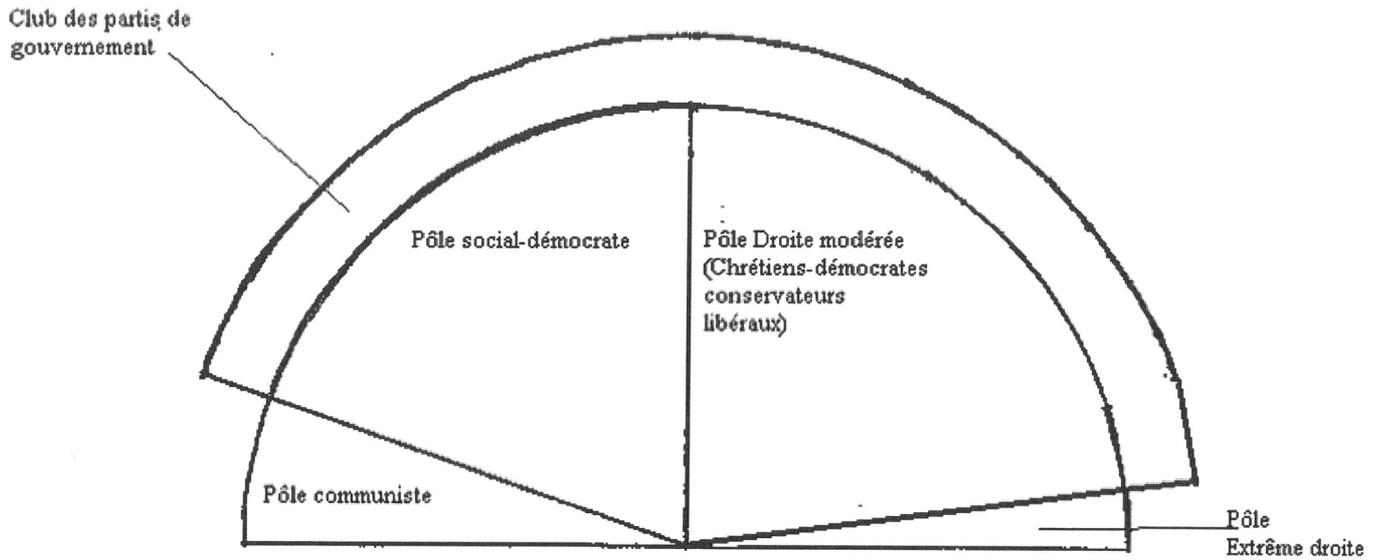


Figure 7.2

(1980-2015)

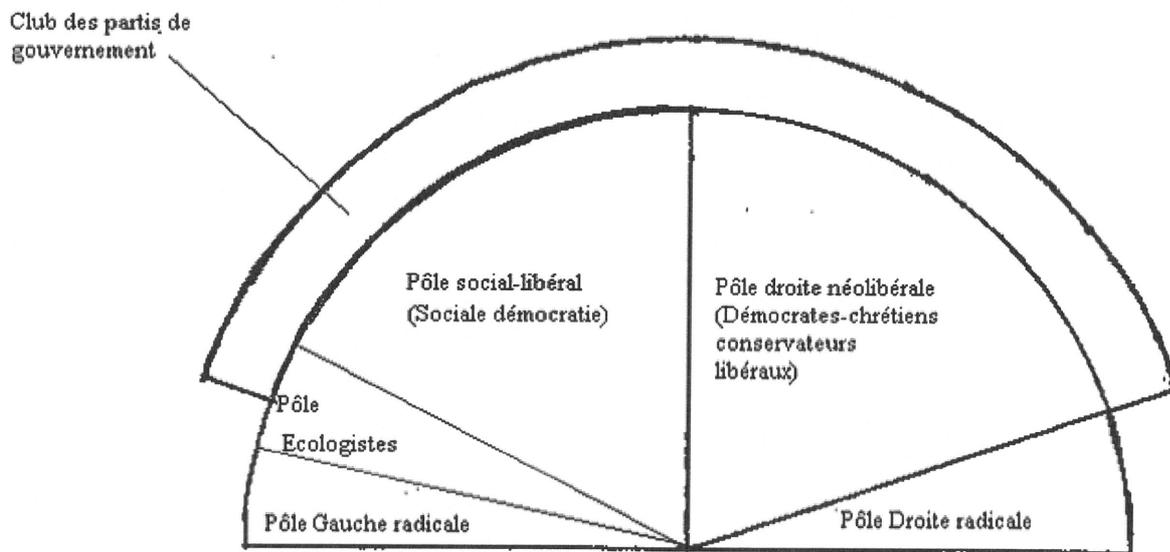


Figure 7.3

(Depuis 2015)

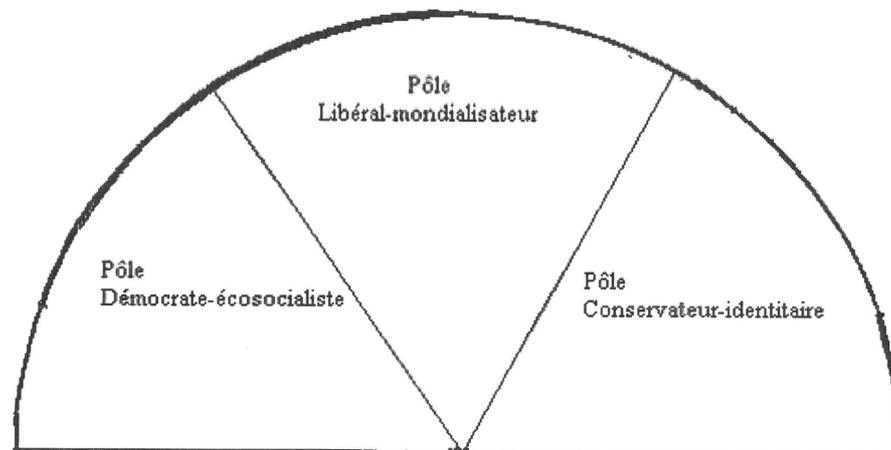


Tableau 1.1 : Ensemble des 15 pays d'Europe occidentale (1945-2015)

	1945-50	1951-55	1956-60	1961-65	1966-70	1971-75	1976-80	1981-85	1986-90	1991-95	96-2000	2001-05	2006-10	2011-15
EXG et NG	0	0,5	0,9	1,2	1,6	2,7	2,1	2,8	4	3,3	3	3,4	4,3	4,4
Communistes	10,3	8,6	7,6	7,7	7,7	7,5	7,5	6,3	4,6	2,8	2,5	2	2	1,6
SD	29,9	31	31	31,1	30,5	29,5	30,5	29,9	28,3	27,9	28,4	27,3	25,3	23,9
DVG-CG	1,4	0,9	1,3	0,9	1,6	1,7	1,3	1,5	1,4	2,3	2	2,6	1,3	2,1
Lib-Dém	0,6	0,2	0,4	0,7	0,5	1,3	0,9	1,7	1,5	1,2	1,1	1,3	1,5	0,5
Total Gauche	42,2	41,2	41,2	41,6	41,9	42,7	42,3	42,2	39,8	37,5	37	36,6	34,4	32,5
Ecologistes Dém. Rad.							0,3	1,7	3,5	4,4	5,4	5,4	6,9 0,4	6,2 3,3
TG + Ecolo.	42,2	41,2	41,2	41,6	41,9	42,7	42,6	43,9	43,3	41,9	42,2	42	41,7	42
Divers	2,6	2,1	1,9	2,1	2,5	2,9	2,9	2	2,4	3,1	3,4	3,2	2	3,2
CD + DVD	1,8	2	1,3	1,2	1,6	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,7	1,6	2,1	2,5
Agrariens	5,7	5,5	5,4	5,8	6	6	5,4	4,5	4,4	5,5	3,6	3,6	3,3	3,6
Dém CH	22,9	22,6	23	21,9	20,7	19,9	20,3	19,6	18,3	15,3	14,1	15,4	13,9	12,6
Con-LiB	24	25,7	26,1	26,5	26,2	24,2	25,1	26,1	25	25,8	26	26,5	26,4	22,3
TD Modérée	54,4	55,8	55,8	55,4	54,5	51,9	52,5	51,8	49,3	48,2	45,4	47,1	45,7	41
Droite Rad	0,8	0,9	1,1	0,9	1,1	2,5	2	2,3	5	6,8	9	7,7	10,6	13,8
Total Droite	55,2	56,7	56,9	56,3	55,6	54,4	54,5	54,1	54,3	55	54,4	54,8	56,3	54,8
Particip. (12)	81,6	82,1	82	83	83,8	82,7	82	80,1	78,3	76	74,1	72,8	72,3	71,9

Les résultats sont en % des suffrages exprimés pour les forces politiques et en % des électeurs inscrits pour la participation, chaque pays et chaque élection compte pour 1. Pour la participation électorale, seuls 12 pays ont été pris en compte car les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg ont pratiqué le vote obligatoire durant toute cette période ou une partie.

Tableau 1.2 : Volatilité électorale (1945-2015)

années	1945-50	1951-60	1961-70	1971-80	1981-90	1991-00	2001-10	2011-15
Nb élect.	17	44	40	45	44	37	41	17
Nb chang.	19	32	23	38	44	53	65	33
Indice	1,1	0,7	0,6	0,8	1	1,4	1,6	1,9

Nb élect. : nombre d'élections. Nb chang. : nombre de fois qu'un parti a un recul ou un progression de 5 pts ou plus à l'une des élections de la période par rapport à l'élection précédente. Indice : Nb chang./Nb élect.

Tableau 1.3 : Grands partis sociaux-démocrates (1960-2010)

Pays	1961-1970		2001-2010		Evolution
	NB élections	Moyenne	NB élections	Moyenne	
Allemagne	3	39,4	3	31,9	- 7,5
Autriche	3	44,9	3	33,7	- 11,2
Belgique	3	31,1	3	24	- 7,1
Danemark	3	38,1	3	26,8	- 11,3
G-B	3	45,1	3	35	- 10,1
Luxembourg	2	33,5	2	22,5	- 11
Norvège	3	45,4	3	30,8	- 14,6
Suède	3	47,6	3	35,3	- 12,3
Moyenne		40,6		30	- 10,6

Résultats en % des suffrages exprimés et évolutions en points de pourcentages.

Tableau 1.4 : Grands partis de droite (1960-2010)

Pays	1961-1970		2001-2010		Evolution
	NB élections	Moyenne	NB élections	Moyenne	
Allemagne	3	46,4	3	35,8	- 10,6
Autriche	3	46,1	3	34,2	- 11,9
Belgique	3	36	3	19,9	- 16,1
G-B	3	43,9	3	33,4	- 10,5
Irlande FG	3	33,4	2	24,9	- 8,5
Irlande FF	3	45,7	2	41,5	- 4,2
Islande	2	39,5	3	31,3	- 8,2
Luxembourg	2	36,6	2	37,1	+ 0,5
Pays-Bas	2	46,9*	4	24,2	- 22,7
Moyenne		41,6		31,4	- 10,2

* Total du parti catholique et de deux partis protestants qui ont fusionné en 1972.